

Nouvelles guerres

Guerres du XXI^e siècle. Peurs et menaces nouvelles, d'Ignacio Ramonet, Galilée, 150 p.

Daniel Dagenais

Number 190, May–June 2003

La guerre du monde

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/18138ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (print)

1923-3213 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Dagenais, D. (2003). Nouvelles guerres / *Guerres du XXI^e siècle. Peurs et menaces nouvelles*, d'Ignacio Ramonet, Galilée, 150 p. *Spirale*, (190), 19–20.

NOUVELLES GUERRES

GUERRES DU XXI^e SIÈCLE. PEURS ET MENACES NOUVELLES
d'Ignacio Ramonet
Galilée, 150 p.

Les États-Unis sont en quelque sorte le premier État protomondial. Ils ont la capacité de prendre la tête d'une version moderne de l'Empire universel, un empire spontané dont les membres se soumettent à son autorité volontairement.

International Herald Tribune, 7 janvier 2002

IL EST difficile de recenser un livre écrit par Ignacio Ramonet sans inclure dans le commentaire le fait que ce soit Ignacio Ramonet qui l'ait écrit. C'est que la notoriété de la signature se donne à lire d'une double façon. Tout ouvrage de monsieur Ramonet est écrit par le directeur du *Monde diplomatique* et porte, du coup, quelque chose de cette tradition intellectuelle et diplomatique française. Le monde dont il est question dans « le monde diplo » est un monde envisagé du point de vue décentré des relations entre États, du point de vue diplomatique, si l'on se rappelle encore la signification de ce terme. En ce sens, s'il est d'une école (appelons-la de l'antimondialisation), ce *Monde* n'est d'aucun intérêt, d'aucun pays particulier. Mais pour participer au grand jeu du monde, monsieur Ramonet est aussi un personnage, une vedette de tous les forums de l'antimondialisation. Au total, si le lecteur se trouve assez d'accord avec le Directeur, il est passablement agacé par le Personnage.

Réflexions diplomatiques

On peut trouver à regimber devant le flou conceptuel des analyses de Ramonet, mais il n'y a, dans le portrait éclaté du monde qu'il dessine, nulle exagération (et rien de « *diplodocus* », en passant). Ce constat est d'abord celui d'un monde éclaté, résultat d'une déstructuration politique du monde sous l'égide des États-Unis d'Amérique, nouvelle hyperpuissance agissant « *dans le cadre* » de la mondialisation. La Guerre du Golfe, la guerre contre l'Afghanistan, la guerre au Kosovo (et, on imagine, l'éventuelle attaque contre l'Irak, absente de cet ouvrage) ne sont d'abord pas des guerres, mais des « *expéditions punitives* ». On pourrait parler d'une force « *policière* », mais il manque à cette force répressive l'idée d'une *polis* justement. Aucun État mondial, aucun concert des nations n'ayant en tête l'unité du monde ne préside à cette « *pacification* » du monde. Au contraire, les États-Unis d'Amérique, seule hyperpuissance, défiant activement et méprisant

l'ONU, le droit international, les conventions auxquelles ils sont pourtant liés, réunissant d'opportunistes coalitions, imposent leur puissance de fait, d'une manière ponctuelle et irrationnelle. Le jugement que porte Ramonet sur la guerre au Kosovo est exemplaire : elle fut ni plus ni moins l'occasion, pour les États-Unis, de maintenir l'OTAN dans un monde (chute du mur de Berlin, effondrement de l'URSS) où rien ne la justifiait plus. « *Pour les États-Unis, le Kosovo ne présente aucun intérêt stratégique, ni au sens ancien, ni au sens moderne de cette expression. Pour eux, qui sont entrés à reculons dans la crise des Balkans en 1991, l'affaire du Kosovo leur a fourni un prétexte idéal pour boucler un dossier auquel ils tiennent plus que tout : la nouvelle légitimation de l'OTAN.* » Antiaméricanisme ? Rien de moins sûr. Ramonet fustige autant l'empressement occidental (en particulier de l'Allemagne et du Vatican) à célébrer le démembrement de la Yougoslavie en reconnaissant à toute vitesse la Slovénie et la Croatie, que l'immaturité de l'Europe, incapable « *d'imposer par la force [je souligne] une solution juste pour tout le monde* ». Ni antiaméricanisme, donc, ni pacifisme. Non seulement ces guerres du XXI^e siècle, qui ne sont plus des guerres entre États (« *en passe de devenir anachroniques* »), sont-elles nouvelles dans leurs formes, elles sont aussi l'occasion d'un éloignement, de la part des Américains, de tout engagement multilatéral faisant obstacle à l'imposition arbitraire de leur volonté. Le Sénat américain a refusé, le 13 octobre 1999, en dépit de l'avis du président Clinton, de ratifier le traité d'interdiction totale des essais nucléaires. Il a dénoncé (contre le désaccord de Moscou) le traité de 1972 limitant le déploiement des missiles antimissiles (ABM). Il a adopté une loi permettant aux forces américaines d'intervenir dans d'autres pays pour aller repêcher tout citoyen américain menacé d'être traduit devant la future Cour pénale internationale (comme il s'oppose à l'établissement de celle-ci). Ces politiques vont de pair avec une modification de la politique intérieure américaine. Pour la première fois aux États-Unis, la discussion sur la légitimité de la torture est menée, dans la presse, à la télé, comme elle est proposée par de hauts responsables du FBI. Coïncidence ou connivence, il se trouve qu'Israël est le seul État aujourd'hui défendant ouvertement la torture. Le mensonge officiel et la manipulation de l'opinion (des pays alliés et de sa population) sont aujourd'hui officiellement envisagés (voir l'article de Donald Rumsfeld : « *A New Kind of War* », paru dans le *Washington Post*

du 27 septembre 2001, article curieusement absent des réflexions de Ramonet), de même que l'assassinat d'opposants. Enfin, le vote démocratique perd de son importance : le peuple déserte les bureaux de scrutin, son consentement est de toute façon exclu des grandes décisions (la guerre, les décisions économiques des puissances internationales, etc.). Bien sûr, a-t-on envie d'ajouter, les hommes de la Maison Blanche ne portent pas de chemises brunes ou noires (même si la journée de tout le monde à la Maison Blanche commence désormais par une prière et une session d'étude de la Bible), mais il y a une cohérence qui rend crédibles et nécessaires des cris d'alarme comme ceux de Ramonet. Mais peut-on les entendre ?

D'une manière analogue, la « mondialisation » défait l'unité du monde. En premier lieu, se sont aujourd'hui imposés ouvertement, et, pour ainsi dire officiellement dans les rapports qui contrôlent l'orientation du monde, de nouveaux acteurs qui ont du pouvoir sans avoir de commettants : ils ne représentent rien qu'eux-mêmes. Les entreprises globales, dont le chiffre d'affaires dépasse le PNB de nombreux pays (par exemple, celui d'EXXON est supérieur à celui de l'Autriche), la FMI, la Banque mondiale, l'OCDE et l'OMC constituent un « *pouvoir sans société* » alors que les sociétés réellement existantes sont devenues des « *sociétés sans pouvoir* ». De plus, cette mondialisation s'accompagne de destructions (de richesses, d'économies nationales, de patrimoines sociétaux, de ressources naturelles, etc.) dont la plus spectaculaire fut sans doute celle, récente, de l'Argentine qui, « *depuis 1989, avait suivi au pied de la lettre toutes les recommandations du FMI et de toutes les instances financières internationales* ». Ramonet écrit à ce sujet, d'une manière très suggestive : « *La chute de l'Argentine est au néolibéralisme ce que la chute du Mur de Berlin fut au socialisme étatique : l'évidence d'un discrédit, le constat d'une impasse.* » Les écarts entre riches et pauvres ne cessent de s'agrandir. Ainsi, alors qu'en 1960, les 20 % d'individus les plus riches de la planète possédaient 30 fois plus que les 20 % les plus pauvres, aujourd'hui (2000) ils possèdent 82 fois plus. Et la chose vaut pour le partage des richesses à l'intérieur des principaux pays occidentaux. Ajoutons, pour terminer, l'incroyable ponction des richesses d'une société par une économie résolument non matérialiste et carrément parasitaire ; où l'argent qui circule à des fins purement spéculatives dépasse de 200 à 300 fois l'argent qui circule pour créer de la richesse (bâtir une usine, acheter une brosse à dents, etc.). Bref, un type de capitalisme (Ramonet parle de « *seconde révolution capitaliste* ») où le capital n'a plus besoin de se faire marchandise pour redevenir capital ! Insistons-y : il n'y a dans ce portrait (auquel il ajoute les désastres écologiques qui nous guettent) rien d'exagéré.

Réflexion suspendue

Cette mise en rapport qui ne va pas toutefois sans amalgame (ainsi de la comparaison du travail des enfants en France à celui de certains pays du tiers-monde où ils sont réduits à l'état d'esclavage) ni jugements rapides. Le lecteur ne peut s'empêcher de sourire en lisant que, grâce à Colin Powell (« la personnalité la plus lucide de l'administration américaine »), les États-Unis ont réussi à garder leur sang-froid (*sic*) après le 11 septembre ou encore que « Les événements du 11 septembre ont balayé tous les doutes : Moscou, Pékin, Paris et bien d'autres ont explicitement reconnu la suprématie américaine ». Quand le directeur devient le personnage, il cède à la formule : « Donnez-moi l'ordinateur, et je vous donnerai la mondialisation. » Vraiment? Ou se permet la contradiction : la déforestation des pays du tiers-monde est imputée, en introduction, à la « croissance rapide de la population » et au besoin de combustible et « de terres pour l'agriculture » alors qu'en conclusion on la relie plutôt « à un modèle spéculatif et suicidaire, hyperproductiviste, uniquement centré sur les exportations ». Qui dit vrai? Les *flashes* théoriques du personnage sont parfois déroutants — le monde a connu au cours de l'histoire des villes-État, des régions-État, des partis-État et des nations-État. « Avec la mondialisation on voit maintenant apparaître un réseau-État, voire même un individu-État » : avec la mondialisation, l'économie exploite moins des ressources que de la matière grise, elle devient spéculative et non productive, d'où il s'ensuit que les nouvelles guerres ne visent plus le contrôle des territoires. Elles viseraient néanmoins « le contrôle des marchés et l'exploitation des ressources ». Retour en arrière? Que penser alors de ce nouveau concept de guerre qui a conduit un empire pour la première fois à faire la guerre « non pas à un État, mais à un homme... »? (les points de suspension sont de monsieur Ramonet). La multiplication des points de suspension est pour le personnage un artifice utilisé dans les passages cruciaux pour... laisser la réflexion en suspens. Parlant des destructions auxquelles les *crashes* économiques donnent lieu, le personnage écrit : « On dit parfois des révolutions politiques qu'elles dévorent leurs enfants. Les révolutions économiques font de même... » Vraiment? Les considérations du personnage sur le lien entre les « nouvelles Guerres » et la mondialisation laissent songeur. « La mondialisation économique [...] avait besoin d'être complétée par un projet stratégique global en matière de sécurité ». Il y a là beaucoup de rationalité. Hasardons une autre explication : au lendemain du 11 septembre, toutes les chancelleries du monde, « à l'exception notable de l'Irak », ont offert leurs condoléances aux Américains. On sait que Paul Wolfowitz a proposé, dès le 20 septembre, d'attaquer l'Irak. Cette guerre (évitée? à venir? advenue?) n'est-elle que pure vengeance de la part d'un géant aveuglé par sa puissance?

DANIEL DAGENAI

1. Dont, en passant, quelque 10 000 copies sont vendues au Québec à chaque parution, lectorat appréciable, ce qui a sans doute à voir avec les 150 000 personnes dans les rues de Montréal le 15 février dernier.

LA DÉMOCRATIE
À VENIRVOYOUS. DEUX ESSAIS SUR LA RAISON de Jacques Derrida
Galilée, « La philosophie en effet », 217 p.

L'AVANT-PROPOS porte un titre qui est un appel : « *Veni* », qui pourrait aussi être l'injonction politique la plus urgente de ce temps : adressée à la démocratie, dans son essence même d'égalité et de justice, cette demande serait une pression urgente à faire apparaître ce qui manque maintenant dans l'assemblée des nations, des États souverains. Dans ce « *Viens* » se tient en effet toute la requête de ce livre, habité par une fébrilité et un climat d'imminence qui mettent sous tension l'argument philosophique de la démocratie. Sans le placer, d'emblée ou même absolument, sous la figure d'un salut attendu, mais déjà considéré hors d'atteinte, Jacques Derrida donne à cet appel une réponse qui évoque à la fois Hölderlin et Heidegger. « Au lieu du plus grand péril surgit la possibilité du salut », phrase cruciale, elle-même enchaînée dans le texte si problématique de l'entretien, publié à titre posthume, de Heidegger : « Seul un dieu peut encore nous sauver. » On se tromperait si on n'accordait pas à cette ouverture et à cette fermeture en forme de prière tout le poids de la supplication qui enchaîne l'argument : prendre au sérieux les périls de la démocratie, c'est en effet aujourd'hui accepter de prendre le relais de la pensée de Kant sur la paix universelle et le cosmopolitisme. Et cela, prenant acte de ce qui nous sépare des espoirs révolutionnaires, mais évoquant tout de même l'horizon d'une révolution possible, Jacques Derrida le fait en acceptant la responsabilité la plus décisive, celle de l'interpellation du philosophe aux Nations.

Le livre est composé du texte de deux conférences qui se rejoignent dans une même proposition. S'il s'agit de deux essais sur la raison, ce ne saurait être au sens le plus ordinaire de l'extension de la rationalité et de ses conditions dans un monde de violence, encore que ce propos hérité lui aussi de Kant, de Husserl et de Lévinas sous-tende la recherche d'une autre raison, la raison du droit et de la justice. Cette raison à venir, et tout tient dans l'ouverture de cet à venir, ne saurait en effet se satisfaire de la réalité de ce qui passe pour rationnel, ou même juste, aujourd'hui : l'argument s'amorce donc sur une dénonciation. Alors que paradent au concert des Nations le droit international, les chartes et les règlements, remplissant ainsi une fonction qui

rassure — ne s'agit-il pas d'abord et avant tout de la sécurité, du Conseil de sécurité? —, le réel s'autorise de la souveraineté des nations, de leur force quasi ontologique pour subvertir la prétention au droit et rendre inopérante la rationalité même qui est induite par la démocratie instituée des Nations unies.

La raison dévoyée

L'histoire récente, qui place au centre du souci de sécurité la mondialisation de la violence et le terrorisme international, est la même qui veut légitimer une rhétorique arrogante, permettant aux uns de désigner les autres comme des voyous. Ce livre porte donc sur la raison dévoyée : les États-Unis, et les nations qui traitent avec eux sur le fond de cette rhétorique, s'arrogent en effet le privilège de désigner les *rogue States*. Bien qu'il soit facile de montrer, et on peut le faire à la suite de Noam Chomsky et de combien d'autres intellectuels américains courageux — Derrida cite encore Blum, Litwak —, que cette division des camps est aussi fallacieuse qu'absurde, la question de Jacques Derrida ne se concentre pas ici sur l'analyse des responsabilités et des dommages. La question est plutôt, prenant acte des spoliations et mensonges, de regarder la souveraineté en face : n'est-il pas requis, aujourd'hui, sur l'horizon de cet à venir, de penser un renoncement inconditionnel à la souveraineté? Mais déjà, dans cette demande, faut-il y insister, héritée encore de Kant, se profile la nécessité de repenser la souveraineté en la mettant à l'épreuve même de l'inconditionnalité. Par exemple, dans le moment même où on accepte la souveraineté de l'autre, renoncer à la sienne propre pour qu'une souveraineté ultime, inconditionnelle, prenne en charge notre commun destin. Ainsi se réaliserait, mais ce n'est encore qu'un rêve, une prière, une promesse, une communauté des nations inconditionnellement adonnée à la recherche de la justice.

La proposition n'a rien de banal et quand on la reporte sur le présent, sur l'actualité même de la guerre d'Irak, sur les décisions qui n'apparaissent que comme des décisions posant sur la force et qui ne recourent au droit que pour produire une justification qui les protège, elle montre la distance infinie qui sépare l'actuel du